

Gouvernement du Québec

### Décret 30-2005, 26 janvier 2005

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Chandler de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de contribution pour la mise en place d'un plan stratégique et d'un Fonds de diversification économique pour la Ville de Chandler

ATTENDU QUE la Ville de Chandler souhaite conclure avec le gouvernement du Canada, représenté par le ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, une entente de contribution financière non remboursable pour la mise en place d'un plan stratégique et d'un Fonds de diversification économique pour la Ville de Chandler ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada, dans le cadre de son Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (PCAEGIM) a l'intention de verser à la Ville de Chandler une contribution financière non remboursable égale au moins de 900 000 \$ et 59 % des coûts approuvés ;

ATTENDU QUE la Ville de Chandler est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de cette loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou un organisme public fédéral ;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Ville de Chandler de conclure cette entente avec le gouvernement canadien ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, de la ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme, et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE la Ville de Chandler soit autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada, représenté par le ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, une entente de contribution financière non remboursable pour soutenir la mise en place d'un plan stratégique et d'un Fonds de diversification économique pour la Ville de

Chandler, dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ DICAIRE

43746

Gouvernement du Québec

### Décret 31-2005, 26 janvier 2005

CONCERNANT la reconduction des dispositions relatives aux unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par le Programme d'aide d'urgence 2004 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

ATTENDU QUE les taux d'inoccupation des logements sur le marché locatif privé ont chuté, en 2001, de façon notoire dans les grands centres urbains du Québec ;

ATTENDU QUE cette situation a eu pour conséquence de provoquer une hausse des loyers des logements disponibles et a occasionné des difficultés sérieuses pour les ménages à faible revenu en recherche de logements ;

ATTENDU QUE, pour contrer cette pénurie de logements, la Société d'habitation du Québec a été autorisée en 2004 par le décret n<sup>o</sup> 101-2004 du 11 février 2004, modifié par le décret n<sup>o</sup> 136-2004 du 25 février 2004, à mettre à la disposition des ménages à faible revenu 3 700 unités de supplément au loyer pour une durée maximale de 12 mois ;

ATTENDU QU'au 1<sup>er</sup> juin 2005, environ 3 500 unités de supplément au loyer seront encore effectives, du fait que certains ménages bénéficiaires quittent leur logement en cours d'année et qu'ils perdent de ce fait le droit de recevoir un supplément au loyer ;

ATTENDU QUE les taux d'inoccupation pour 2004 demeurent en deçà du taux d'équilibre reconnu de 3 % dans la majorité des régions métropolitaines du Québec, soit 1,1 % à Québec, 1,5 % à Montréal, 2,1 % à Gatineau, 0,9 % à Sherbrooke et 1,2 % à Trois-Rivières ;

ATTENDU QUE, en vertu du Programme d'aide d'urgence 2004 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs, dont la mise en œuvre a été autorisée par le décret n<sup>o</sup> 101-2004 du 11 février 2004, modifié par le